



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE
TD/B/52/L.4
13 octobre 2005
FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
Cinquante-deuxième session
Genève, 3-14 octobre 2005

**INTERDÉPENDANCE ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES MONDIALES DANS
LA PERSPECTIVE DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT: NOUVELLES
CARACTÉRISTIQUES DE L'INTERDÉPENDANCE MONDIALE**

Résumé du Président

1. Le Conseil s'est félicité de l'amélioration des résultats économiques dans une majorité de pays en développement et des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement du Millénaire, le tout dans un environnement économique extérieur plus favorable. La croissance rapide en Chine et en Inde a eu des retombées dans beaucoup d'autres pays en Asie et dans d'autres régions. Il a toutefois été reconnu que, en dépit de la place croissante des pays en développement dans le commerce international et le système financier international, et de l'expansion du commerce Sud-Sud, l'environnement économique mondial continuait d'être façonné par les politiques macroéconomiques et commerciales des pays développés. Plusieurs délégations ont également attiré l'attention sur le fait que le rythme du développement économique n'avait pas été uniforme au niveau mondial et que certains pays avaient pris du retard dans la réalisation de leurs objectifs nationaux de développement et des OMD.

2. Il a été reconnu que l'Asie avait été la région la plus dynamique en 2004-2005 et qu'elle le resterait probablement au cours des prochaines années, mais l'économie des pays latino-américains s'était fortement redressée en 2004 et les perspectives pour 2005 indiquaient une poursuite de ce redressement. Le principal motif d'inquiétude pour les délégations restait la

faible croissance en Afrique. Globalement, les chiffres s'étaient sensiblement améliorés depuis 2003, mais la croissance en Afrique subsaharienne restait trop faible pour contribuer à un net accroissement du revenu par habitant et à une réduction notable de la pauvreté.

3. Les délégations ont noté avec préoccupation que la pauvreté demeurerait un grave problème dans de nombreux pays en développement, notamment dans les pays les moins avancés et les pays d'Afrique subsaharienne. Atteindre les OMD d'ici 2015 serait particulièrement difficile pour ces pays. Des contraintes extérieures ainsi que l'application de modèles de développement inadéquats expliquaient sans doute cette situation décevante, et ces pays continuaient de dépendre de l'assistance extérieure. Dans ce contexte, de nombreuses délégations se sont félicitées des récents progrès de la coopération internationale en faveur de l'Afrique, dont témoignaient la décision de doubler les flux d'APD, l'engagement pris par un grand nombre de pays de l'OCDE de porter leur APD totale à 0,5 % au moins du PIB d'ici 2010, et la décision d'annuler la dette des PPTE et d'envisager de réduire l'endettement insupportable de pays non-PPTE mais tout aussi pauvres. Il a toutefois été souligné que cet allègement de la dette ne contribuerait à la réalisation des OMD que s'il ne se faisait pas aux dépens des flux d'aide.

4. Plusieurs délégations se sont déclarées satisfaites de ce que, jusque-là, la hausse des prix internationaux du pétrole n'ait pas eu d'influence néfaste majeure sur les perspectives de croissance de l'économie mondiale, principalement grâce à l'adoption dans les pays développés de modes de production moins gourmands en énergie. Toutefois, quelques délégations se sont inquiétées des incidences négatives de cette hausse des prix du pétrole sur les pays en développement qui ne bénéficiaient pas eux-mêmes d'une hausse de leurs recettes d'exportation, par exemple les pays principalement tributaires de l'exportation de matières brutes agricoles.

5. Un sentiment général d'inquiétude a été exprimé concernant l'aggravation des déséquilibres courants mondiaux et les conséquences qu'aurait pour l'économie mondiale, en particulier pour les pays en développement, une éventuelle correction de ces déséquilibres. Il a généralement été reconnu qu'une répartition géographique plus équilibrée de la croissance de la demande aiderait à corriger ces déséquilibres. La charge des ajustements nécessaires devrait être partagée entre les grands pays excédentaires et les grands pays déficitaires. Mais il a été noté qu'une correction du déficit courant des États-Unis dépendant exclusivement d'une appréciation monétaire dans quelques pays asiatiques excédentaires, ou d'une récession aux États-Unis, aurait

de graves effets déflationnistes sur l'ensemble de l'économie mondiale et pourrait annuler la récente amélioration des cours internationaux des produits de base, avec toutes les conséquences que cela aurait pour de nombreux pays en développement. La correction des déséquilibres exigeait donc une large coordination multilatérale des politiques mises en œuvre, ainsi que des mesures faisant contre-poids dans d'autres grandes économies excédentaires.

6. Il a été observé qu'un certain nombre de pays en développement, en particulier en Asie de l'Est et en Amérique latine, avaient enregistré des excédents courants, en dépit d'une forte croissance de leurs importations. Conjugué aux efforts déployés pour maintenir un taux de change compétitif, cela avait entraîné l'accumulation de réserves considérables, mais aussi des sorties de capitaux.

7. De nombreuses délégations ont attiré l'attention sur l'instabilité persistante des prix des produits primaires et sur le fait qu'en valeur réelle les prix des produits de base restaient inférieurs aujourd'hui à ce qu'ils étaient 20 ans auparavant. Elles ont aussi noté que, en raison d'une large présence d'entreprises étrangères dans le secteur des industries extractives, la hausse des prix et des exportations dans ce secteur s'était accompagnée d'une hausse des rapatriements de bénéfices. Plusieurs participants ont avancé que l'instabilité des prix des produits de base ne servait les intérêts ni des producteurs, ni des consommateurs, et pouvait conduire à une répartition inefficace des facteurs. Envisager de recourir à des mécanismes permettant de réduire l'instabilité des prix d'un large éventail de produits de base de façon à en réduire le plus possible les incidences négatives sur le revenu national pourrait contribuer à renforcer un partenariat mondial en faveur du développement.

8. Un débat animé s'est engagé sur la question de la marge de manœuvre ou d'action. D'un côté, les délégations de pays en développement ont souligné les politiques créatives, et souvent hétérodoxes, qui jouaient un rôle fondamental dans l'accélération du changement structurel et la formation de capital en Chine et en Inde, tandis que d'autres pays qui s'en tenaient davantage à des réformes structurelles orthodoxes affichaient essentiellement des résultats décevants. Selon elles, les importantes différences entre les politiques suivies en Chine et en Inde et les politiques appliquées par d'autres pays en développement dynamiques montraient combien il importait que chaque pays dispose d'une marge d'action appropriée pour adapter les stratégies de développement à ses besoins et à ses réalités spécifiques. Il a en outre été avancé qu'une marge

de manœuvre adéquate était également nécessaire pour que les pays bénéficiaires puissent optimiser l'impact de l'aide extérieure en concevant des stratégies de croissance et de développement spécifiquement nationales.

9. D'un autre côté, les délégations de grands pays industrialisés ont exprimé quelques réserves concernant le concept de marge d'action en tant que tel. De l'avis de l'une de ces délégations, une participation accrue des pays en développement au système commercial multilatéral, loin de la réduire, élargirait leur marge d'action. Une autre délégation a estimé qu'il n'y avait pas, dans le Consensus de São Paulo, d'intention de faire de la marge d'action un nouveau domaine de travail de la CNUCED. Il revenait à chaque pays de déterminer l'équilibre qu'il jugeait approprié entre marge d'action nationale et disciplines et engagements internationaux, et de décider dans ce contexte l'intérêt qu'il avait à faire passer ses obligations internationales avant sa marge d'action nationale.

10. Compte tenu des actuels déséquilibres globaux, il a généralement été reconnu que l'évolution des conditions extérieures pour le développement était incertaine. L'instabilité des prix des produits de base constituait un risque sérieux pour la pérennité de la croissance, et une meilleure coordination internationale était nécessaire pour réduire l'instabilité des prix des produits de base et des taux de change. Il a également été avancé que le système financier international devait être réformé afin de garantir une plus grande stabilité financière au niveau mondial.

11. Un large accord s'est fait sur l'idée que l'actuel environnement extérieur favorable était une condition nécessaire mais non suffisante pour assurer une croissance soutenue et le développement; des efforts intérieurs constants en matière de formation de capital et de changement structurel étaient également nécessaires. La hausse des prix des produits de base ne devait pas conduire à un relâchement des efforts, et les pays en développement devaient continuer de considérer la diversification comme la meilleure stratégie à long terme. Les pays exportateurs de produits de base qui avaient bénéficié des récentes hausses des prix et des volumes exportés devaient poursuivre leurs efforts pour diversifier leur secteur des produits de base et accroître la valeur ajoutée dans d'autres secteurs. Il a également noté que de nombreux pays en développement avaient adopté des politiques concertées de bonne gouvernance, de lutte contre la pauvreté et d'ouverture commerciale à la suite de la Conférence de Doha, mais que

leurs efforts n'avaient pas été récompensés par un élargissement de l'accès aux marchés. De fait, les pays développés pouvaient aider les pays en développement en leur accordant un meilleur accès aux marchés, en facilitant le transfert de technologie et en augmentant leur assistance financière et l'allègement de la dette.

12. Quelques délégations ont souligné que la coopération Sud-Sud, comme illustré dans la Déclaration relative au Nouveau partenariat stratégique Asie-Afrique, pouvait jouer un rôle important en stimulant les relations économiques et commerciales entre pays en développement, lesquels devraient progressivement s'ouvrir réciproquement leurs marchés. Une autre délégation a estimé que le protectionnisme était également un problème parmi les pays en développement. Il a été avancé que des efforts multilatéraux dans le cadre du Programme de Doha pourraient offrir de meilleures garanties de libéralisation du commerce Sud-Sud que des accords commerciaux régionaux entre pays en développement.

13. De nombreuses délégations se sont déclarées satisfaites de l'analyse objective et utile présentée dans le *Rapport sur le commerce et le développement, 2005*. Les nouvelles caractéristiques de l'interdépendance mondiale analysées dans le *Rapport* appelaient sans doute quelques ajustements des stratégies nationales de développement et des politiques internationales. Le *Rapport 2005* a été jugé utile à une meilleure compréhension des récentes tendances de l'économie mondiale, en particulier des interactions entre les déséquilibres de l'économie mondiale, d'un côté, et les implications pour les pays en développement de l'émergence de l'Asie de l'Est et du Sud en tant que nouveau pôle de croissance, de l'autre.

14. Une délégation a fait observer que l'évaluation présentée dans le *Rapport sur le commerce et le développement* de la situation économique de certains pays développés était peut-être trop pessimiste, et qu'il était exagéré de qualifier la politique commerciale des pays développés de protectionniste, tandis qu'une autre délégation aurait souhaité que les auteurs du *Rapport* accordent davantage de place à l'expérience économique des pays en transition.

15. Plusieurs délégations ont souligné le rôle important qu'avait la CNUCED de déterminer les éléments d'une stratégie cohérente de développement mondial et de proposer une autre vision des politiques économiques possibles dans une optique de développement. Il a également été avancé que la capacité analytique de la CNUCED devait être renforcée et que l'Organisation

devait intensifier sa coopération avec les autres organisations internationales, le secteur privé et les ONG.

16. Quelques-unes des questions abordées en plénière ont été examinées plus avant en séance informelle avec un groupe d'experts. Il y a été avancé que les déséquilibres mondiaux constituaient pour l'essentiel un problème entre pays développés, puisque les États-Unis représentaient 70,1 % des déficits globaux et les principaux pays à excédent étaient le Japon (20 %) et l'Allemagne (11,9 %), tandis que la Chine ne représentait que 7,9 % de l'excédent global.

17. Le petit groupe d'experts a estimé que la situation actuelle était fragile et ne pourrait durer longtemps. Le déficit extérieur des États-Unis était principalement financé par des banques centrales qui investissaient leurs réserves de change en dollars, mais des actifs libellés en euro représentaient une option tout aussi intéressante. Un ajustement était inévitable, mais c'était la façon dont il interviendrait qui était d'une importance critique pour la santé de l'économie mondiale. Le moyen le moins onéreux serait une répartition internationale de la charge, avec un rééquilibrage budgétaire aux États-Unis, une croissance plus rapide dans la zone euro, et une appréciation du taux de change et un léger ralentissement de la croissance en Chine. Mais même avec un «atterrissage en douceur», les pays en développement souffriraient d'un ralentissement de l'activité économique aux États-Unis et en Chine.

18. Concernant les perspectives de l'économie chinoise, les experts ont dit que, si une forte appréciation monétaire devait être évitée, il était souhaitable pour l'économie mondiale et pour la Chine aussi de parvenir à un meilleur équilibre entre les éléments internes et les éléments externes qui alimentaient la croissance. Promouvoir le secteur des services pouvait aider à réduire le taux d'épargne des ménages et à parvenir à une croissance plus équilibrée. De même, une croissance plus rapide du revenu dans les zones rurales favoriserait non seulement une meilleure répartition géographique du développement, mais aiderait aussi à accroître la demande intérieure, ce qui pourrait compenser un ralentissement de la croissance des exportations dû à l'appréciation du taux de change ou à une diminution des exportations vers les États-Unis.

19. Les experts ont avancé que la situation actuelle de l'économie mondiale se caractérisait par une insuffisance de l'investissement (plutôt qu'un excès d'épargne), et que la surabondance de

capitaux internationaux pouvait facilement conduire à des pressions à la hausse sur les taux de change des pays émergents, amplifiant ainsi le risque de crise financière. À l'heure actuelle, de nombreux pays en développement accumulaient des réserves de change afin d'éviter une surévaluation de leur monnaie et de bénéficier d'une croissance tirée par les exportations et non par l'endettement. L'accumulation de réserves était également une assurance contre les attaques spéculatives et un moyen d'éviter les situations où il fallait recourir aux prêts du FMI, assortis de conditions rigoureuses.

20. Concernant les prix des produits de base, le problème réel était davantage la fluctuation des revenus que celle des prix. Pour stabiliser les recettes, on pourrait envisager de rendre le mécanisme de financement compensatoire du FMI plus attrayant pour les pays en développement; les instruments de gestion des risques fondés sur les mécanismes du marché n'étaient pas une solution pour la plupart de ces pays. Une délégation a dit que les gouvernements des pays disposant d'abondantes ressources pétrolières et minérales et bénéficiant actuellement de gains exceptionnels pourraient envisager de suivre l'exemple de la Norvège et d'instituer un fonds national dont ils ne dépenseraient qu'une partie des ressources, alimentées par les recettes d'exportation. Mais en raison des besoins pressants en matière d'investissements et de dépenses publiques dans les pays en développement, il était difficile de mobiliser un soutien politique pour ce genre d'initiative.

21. Il a été largement estimé, au sein du Conseil plénier comme dans les discussions avec les experts que, dans l'intérêt mutuel de tous, les pays développés devraient redoubler d'efforts pour coordonner leurs politiques macroéconomiques afin de corriger les déséquilibres mondiaux et que les pays en développement devraient poursuivre leurs efforts de diversification et d'industrialisation, et éviter d'alourdir leur endettement, étant entendu que les actuelles conditions favorables à beaucoup d'entre eux risquaient de ne pas durer.
